

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 JUILLET 1925.

Projet de loi

approuvant la Convention conclue entre la Belgique et les Pays-Bas sur la compétence judiciaire territoriale, sur la faillite, sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

En vertu du principe de *l'imperium* la force exécutoire des jugements expire aux frontières. Par conséquent, pour exécuter en Belgique un jugement étranger, ou pour exécuter à l'étranger un jugement belge, il faut recommencer le procès. Tel est le régime, rigoureusement juridique, que consacrent la plupart des législations, et notamment notre loi du 25 mars 1876 sur la compétence (article 10, alinéa 1^{er}).

A mesure que les relations internationales se multiplient on sent plus vivement les inconvénients de ce système, fondé sur le Droit sans doute, mais dont le maintien ne se justifie plus guère, du moins entre les États voisins, doués d'institutions judiciaires sensiblement équivalentes.

Au surplus, l'alinéa second de l'article 10 de notre loi de 1876 prend soin de préciser que l'examen de nos tribunaux sera fort simplifié et ne portera plus sur le fond de la décision étrangère, « s'il existe, entre la Belgique et le pays où la décision a été rendue, un traité conclu sur la base de la réciprocité. »

Le projet de loi ci-joint, que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations, marque un progrès important dans la voie tracée par l'article 10, alinéa second, de la loi du 25 mars 1876, pour faciliter l'exécution internationale des jugements.

La première convention conclue en vertu de la loi de 1876 fut la convention franco-belge du 8 juillet 1899 (loi du 30 mars 1900) qui régit encore actuellement nos rapports sur la matière avec la France. En 1904, un accord analogue fut négocié avec le Grand-Duché de Luxembourg, mais cet accord, approuvé par la

Législature belge, ne fut pas ratifié par le Gouvernement grand-ducal et demeura donc à l'état de projet.

Aujourd'hui, nous avons la satisfaction de soumettre à votre approbation la convention conclue avec le Gouvernement néerlandais le 25 mars dernier, convention qui ne manquera pas de faciliter les relations d'affaires avec notre voisin du Nord.

En vous proposant l'approbation de la convention franco-belge, nos prédécesseurs avaient joint au texte de la convention un rapport émanant des délégués du Gouvernement du Roi qui avaient été chargés de négocier avec les représentants du Gouvernement français.

Ce rapport constituait l'interprétation de la convention par l'un des contractants seulement.

Aujourd'hui, nous sommes heureux de pouvoir joindre au présent exposé des motifs, un rapport (1) rédigé de commun accord par les délégués néerlandais et belges formant la commission mixte chargée de préparer le texte de la convention qui vous est soumise. Ce rapport qui constitue, dès lors, le commentaire authentique de la convention, est de nature à en faciliter grandement, dans l'avenir, l'interprétation.

Dans ses grandes lignes, la convention hollando-belge a trait aux mêmes matières, et reproduit souvent les mêmes dispositions que la convention franco-belge du 8 juillet 1899, qui n'a guère jusqu'ici rencontré de difficultés dans l'application.

En ce qui concerne la compétence, le traité établit une série de règles communes applicables réciproquement aux ressortissants des deux nations. Il institue notamment à côté du *forum domicilii*, et à titre principal, sans réserve, le *forum contractus* en matière mobilière, tel qu'il est consacré par l'article 42 de notre loi sur la compétence.

En ce qui concerne l'exequatur des jugements étrangers, le rapport des délégués précise heureusement la distinction entre la reconnaissance de l'autorité d'une décision et sa mise à exécution, c'est-à-dire, entre la force obligatoire et la force exécutoire.

En matière de faillite, le traité attribue compétence exclusive au tribunal du lieu du domicile, qui pour les sociétés, est le siège social.

L'article 21 consacre expressément le principe de l'unité et de l'indivisibilité de la faillite qui produira automatiquement ses effets sans exequatur préalable. Le syndic pourra donc accomplir en matière mobilière des actes de disposition; le principe de la territorialité n'a été réservé qu'en ce qui concerne les immeubles frappés de privilèges ou d'hypothèques.

Enfin, la législation néerlandaise permettant la mise en faillite du non-commerçant, un protocole additionnel prévoit l'extension des règles établies par le traité pour le cas où la législation belge instituerait un régime identique.

(1) Voir l'annexe.

Pour le surplus, nous ne pouvons mieux faire que de nous en rapporter au rapport des délégués qui analyse avec une parfaite clarté chacune des principales dispositions de la convention qui est soumise à votre approbation.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

E. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

P. TSCHOFFEN.

ANNEXE

RAPPORT

sur le projet de convention entre la Belgique et les Pays Bas sur la compétence judiciaire territoriale, sur la faillite, sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques.

Le Traité dont les délégués des deux pays ont arrêté le texte qu'ils ont l'honneur de présenter à leurs Gouvernements respectifs est destiné à régler trois sujets différents : la compétence judiciaire territoriale (titre premier) la reconnaissance de l'autorité des jugements et leur exécution (titre II), et la faillite (titre III).

La Convention consacre un titre distinct à la faillite, d'abord à raison de l'importance spéciale que présente cette matière, ensuite parce qu'elle ne rentre exactement ni dans le cadre du titre de la compétence ni dans celui de l'autorité et de l'exécution des décisions judiciaires.

Enfin, quelques dispositions spéciales, d'ordre diplomatique, forment l'objet du titre IV.

TITRE I.

De la compétence territoriale.

I. — Remarquons bien qu'il ne s'agit que de la compétence *ratione loci*. La compétence d'attribution ou compétence *ratione materiae* est étrangère au Traité et demeure réglée dans chaque pays par la loi du for seule. Pour ne laisser aucun doute à cet égard, les mots « compétence *territoriale* » ont été insérés dans l'intitulé de la Convention et du titre premier.

II. — La règle inscrite dans l'article premier a été empruntée à la Convention franco-belge et domine toute la matière.

Sa portée est d'assimiler en Belgique les Néerlandais aux Belges, et dans les Pays-Bas les Belges aux Néerlandais, en ce sens que, comme demandeurs ou défendeurs, ils n'auront pas à y subir, à raison de leur nationalité étrangère, l'application des règles de compétence qui visent spécialement les étrangers.

Il en résulte, avant tout, cette première conséquence, — sur laquelle il est peut-être superflu d'insister, — que, dans aucun cas et sous aucun prétexte, les tribunaux néerlandais ne pourront se refuser à connaître des contestations que les Belges ont aux Pays-Bas non seulement avec les Néerlandais, mais encore entre eux ou avec des étrangers. La même obligation s'imposera aux tribunaux belges vis-à-vis des plaideurs néerlandais en Belgique.

Il en résulte cette seconde conséquence que, comme demandeurs, les Belges pourront invoquer dans les Pays-Bas, à l'égard des étrangers défendeurs, la compétence exceptionnelle de l'article 127 du code de procédure civile néerlandais et que, de leur côté, les Néerlandais pourront se prévaloir en Belgique, vis-à-vis des étrangers défendeurs, des dispositions des articles 52 et 53 de la loi du 25 mars 1876.

Il en résulte enfin, en troisième lieu, que comme défendeurs, les Belges ne seront pas soumis à l'article 127 du code de procédure civile néerlandais, ni les Néerlandais à l'article 53 de la loi du 25 mars 1876.

Cette dernière conséquence, en raison de son importance spéciale, a été mentionnée expressément dans l'article premier, alinéa 2, bien que cela ne fût pas indispensable.

III. — L'art. premier vise tous les procès engagés en Belgique ou dans les Pays-Bas. quelle que soit la matière sur laquelle ils portent. La disposition sera donc applicable tant en matière de droit des personnes (droit de famille) qu'en matière immobilière ou mobilière (personnelle).

IV. — Avant de déterminer les règles de compétence territoriale (articles 3 et suivants) où on mentionne à plusieurs reprises « les ressortissants d'un État », ainsi que leur « domicile », il importe de régler par un texte spécial comment ces notions de « nationalité » et de « domicile » doivent s'entendre pour l'application des règles de compétence territoriale, quand il s'agit de personnes civiles.

La règle formulée par ce texte est simple. Pour qu'une personne civile, une société commerciale, par exemple, soit considérée comme ressortissant de l'un des deux États et y ayant son domicile, il faut deux conditions : 1^o) que la personne ait été constituée conformément à la législation de cet État, 2^o) qu'elle y ait son siège.

On remarquera au surplus que l'art. 2 se borne à statuer au sujet de la nationalité et du domicile des personnes civiles ou des groupements qui leur sont assimilés. La reconnaissance de la capacité d'agir est expressément réservée parce que cette matière est étrangère au Traité et chaque État doit conserver le droit de refuser l'accès de ses tribunaux pour des raisons d'ordre public à des personnes morales ou à des corporations constituées dans l'autre pays.

V. — Les règles de compétence territoriale en vigueur dans les deux pays présentent d'assez grandes différences. Le Traité ne met pas fin à cette diversité, mais y remédie autant que possible en établissant quelques règles communes.

VI. — L'article 3, alinéa 1, formule la première règle de compétence commune : c'est la plus générale, celle du *forum domicilii*. Le défendeur domicilié dans l'un ou l'autre des deux pays doit être assigné devant le juge de son domicile. A défaut de domicile dans les Pays-Bas ou en Belgique, la résidence en tiendra lieu.

S'il y a plusieurs défendeurs, la cause peut être portée, au choix du demandeur, devant le tribunal du domicile où, le cas échéant, de la résidence de l'un

d'eux. C'est là une conséquence incluse dans la règle et il a paru superflu d'en faire mention.

La règle générale est soumise à des exceptions expressément réservées dans le texte.

Ce sont : « les exceptions ou modifications établies ou à établir par les deux législations nationales, ainsi que par les conventions internationales ».

VII. — L'article 3, alinéa 2, prévoit le *forum actoris* qui a un caractère exceptionnel. A première vue il pourrait sembler indiqué d'écarter radicalement cette compétence du juge du demandeur, consacrée dans une certaine mesure par l'article 97, alinéas 3 et 5, et l'article 126, nos 3 et 5, du code de procédure civile néerlandais, ainsi que par l'article 53 de la loi belge du 25 mars 1876. Mais, d'autre part, à exclure complètement le *forum actoris* on risquerait d'aboutir à des situations où il n'y aurait plus aucun juge compétent ni en Belgique ni aux Pays-Bas pour trancher le litige, ce qu'il faut éviter à tout prix.

L'article 3, alinéa 2, admet donc le *forum actoris*, mais seulement lorsqu'il n'y a aucun tribunal compétent, soit en vertu de la loi néerlandaise, soit en vertu de la loi belge, soit en vertu du présent Traité, soit en vertu des conventions conclues avec d'autres États. Remarquons même qu'il n'est pas nécessaire que cet autre tribunal compétent soit néerlandais ou belge. Par exemple, un demandeur hollandais ne pourra assigner devant le juge de Bruxelles, son propre domicile, un défendeur français établi à Paris, parce que, d'après le traité franco-belge, le défendeur doit être cité devant le juge de son domicile à Paris.

VIII. — L'article 4 consacre de la façon la plus absolue le *forum contractus*, si important au point de vue des relations commerciales.

Le texte porte « en matière mobilière (personnelle) ».

Ces deux expressions sont équivalentes et désignent la même matière : mais la première figure dans la terminologie de la loi belge, tandis que la seconde est usitée dans la terminologie de la loi néerlandaise où elle a, d'après l'opinion courante, la même valeur. Elles comprennent les actions dérivant d'obligations contractuelles ou d'engagements qui se forment sans convention. Il est à remarquer que ce forum n'est pas exclusif, en ce sens qu'il n'écarte pas la compétence du juge du domicile ni celle de tout autre juge compétent. Mais il n'est pas non plus supplémentaire, c'est un forum principal devant lequel l'action peut être portée au choix du demandeur même s'il y a un autre juge compétent.

IX. — L'article 5 établit la compétence exclusive *du juge du domicile élu*, à moins que le domicile n'ait été élu en faveur de l'une des parties contractantes.

Toutefois l'admission de ce forum est soumise à une restriction importante. On réserve en cette matière les « exceptions et modifications établies ou à établir par les deux législations nationales ». C'est ainsi que la compétence du juge du domicile élu sera écartée dans tous les cas visés aux lois belges du 20 avril 1920 et du 8 janvier 1923. Le Traité ne modifiera en rien l'application de ces dispositions qui, en matière d'assurance, attribuent compétence au juge de la situation des biens et au juge de l'assuré, à l'exclusion du juge du domicile élu.

X. — L'article 6 règle le renvoi de certains litiges par les tribunaux de l'un des États contractants devant les tribunaux de l'autre pays, en cas de litispendance ou de connexité (alinéa 1) et attribue compétence au juge saisi de la demande originaire en cas de demande en garantie, de demande en intervention, de demandes incidentes ainsi que de demandes reconventionnelles (alinéa 2).

Les arbitrages sont passés sous silence parce que la partie intéressée n'aura qu'à se prévaloir de la clause compromissoire pour obtenir que le tribunal saisi se refuse à connaître de l'action portée devant lui.

XI. — L'article 7 établit le *forum arresti* mais seulement à titre de forum supplémentaire lorsque la partie saisie n'a ni domicile ni résidence dans aucun des deux pays.

XII. — L'article 8 ne vise pas seulement les mesures provisoires qui sont un accessoire, une suite de l'action principale soumise au juge. Il s'étend aux mesures urgentes et de nécessité auxquelles les tribunaux doivent pourvoir d'après la législation nationale, par exemple aux référés et aux mesures provisoires de divorce, de tutelle, d'absence, etc... En vertu de cette disposition on pourra requérir en Belgique, même à l'égard des Néerlandais, les mesures de l'espèce permises par la loi belge et aux Pays Bas, même à l'égard des Belges, les mesures permises par la loi néerlandaise.

XIII. — L'article 9 a pour objet de délimiter nettement le champ d'application des règles de *compétence territoriale* établies par les articles 1 à 8. La question se pose en effet de savoir si ces règles sont applicables aux procès dans lesquels sont impliqués non seulement des Néerlandais ou des Belges, mais encore des étrangers.

Le principe consacré par l'article 9, alinéa premier, est fort simple : les règles de compétence des articles 1 à 8 s'appliquent à tous les cas où un Néerlandais plaide en Belgique, comme demandeur ou comme défendeur, soit contre un autre Néerlandais, soit contre un Belge, soit contre un étranger ; elles s'appliquent dans les mêmes conditions, lorsqu'un Belge plaide aux Pays-Bas, soit contre un autre Belge, soit contre un Néerlandais, soit contre un étranger. Au contraire elles ne s'appliquent pas aux cas où le procès a lieu en Belgique entre deux Belges, entre deux étrangers, ou entre un Belge et un étranger, — ni, de même, au cas où le procès se déroule aux Pays-Bas entre deux Néerlandais, entre deux étrangers ou entre un Néerlandais et un étranger. En un mot, pour que les règles de compétence des articles 1 à 8 soient applicables, il faut, mais il suffit, — et c'est la formule de l'article 9 — qu'un ressortissant de l'un des États contractants agisse en justice comme demandeur ou défendeur devant une juridiction de l'autre État.

Si un Néerlandais intervient dans un procès intenté en Belgique par un Belge contre un Belge, cette demande incidente n'exerce aucune influence sur la compétence relative à la demande principale. C'est ce qui résulte de l'article 9, alinéa 3. Toutefois cet intervenant peut invoquer les articles 1 et 6, parce que l'article 9, alinéa 3, en refusant à la demande incidente toute influence sur le jugement de la demande principale, n'entend nullement soustraire la demande incidente elle-même à l'application du Traité.

Le texte porte la réserve « exceptions résultant des conventions internationales ». Il est clair, en effet, que si, par exemple, un Néerlandais agit en Belgique contre un Français, celui-ci doit pouvoir invoquer le bénéfice de la convention franco-belge.

Enfin, l'alinéa second précise qu'en cas de pluralité de demandeurs ou de défendeurs, le principe de l'alinéa premier est applicable même s'il ne se trouve parmi eux qu'un seul ressortissant de l'autre État.

XIV. — En vertu de l'article 10, chaque État conserve en principe le droit de régler la compétence de ses juges à sa guise. Cependant, le Traité limite sa liberté d'action. D'abord, le droit national de chaque pays cesse d'être applicable en tant que le traité y déroge. Puis, les articles du Traité qui contiennent des règles de compétence communes l'emportent aussi sur le droit national. Cela va sans dire pour les règles de compétence exclusives. Mais la même solution s'impose-t-elle par rapport à l'article 4 qui ne crée qu'un forum facultatif? Cette disposition conventionnelle définissant le *forum contractus*, l'article 314, alinéas 3, 4 et 5 du Code de procédure civile néerlandais qui délimite ce même forum d'une manière analogue, mais pas tout à fait identique, doit céder devant le Traité.

Remarquons qu'entre les règles spécialement établies par la convention et les règles de la législation nationale, il existe cette différence que les premières forment un tout intangible qui ne peut être changé pendant la durée d'application de la convention, tandis que les secondes, en tant qu'elles restent applicables, peuvent toujours être librement modifiées par chacun des deux États.

TITRE II.

De l'autorité et de l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques.

XV. — Une remarque préliminaire est ici indispensable. La sphère d'application du titre II, est plus étendue que celle du titre I^{er}. Tandis que les règles de compétence territoriale ne s'appliquent qu'aux cas spécifiés à l'article 9, les règles relatives à l'autorité et à l'exécution des décisions judiciaires sont applicables à toutes les décisions judiciaires rendues dans les deux pays, quelle que soit la nationalité des parties. La raison en est que ces règles sont fondées sur la confiance réciproque de chacun des deux pays dans la justice de l'autre, abstraction faite de la nationalité des plaideurs. Décider le contraire et restreindre l'application du titre II aux seuls nationaux des deux pays serait d'ailleurs, selon l'expression de M. Renault, « un véritable protectionnisme à rebours » puisque les étrangers pourraient alors faire reviser dans l'un des États contractants les jugements rendus contre eux dans l'autre, alors que les nationaux ne le pourraient pas. (Voir au surplus, article 19 de la Convention).

XVI. — Les expressions « autorité de chose jugée » ou « force de chose jugée » ont dû être évitées parce que, d'après la législation néerlandaise, elles ne peuvent s'appliquer qu'aux décisions contre lesquelles il n'existe plus aucune voie de

recours. Mais la pensée de la Commission mixte n'est nullement de restreindre le bénéfice de l'article 11 à ces seules décisions. Cela résulte clairement du § 1, 2° de l'alinéa 2 de l'article 11 qui vise toute décision « susceptible d'exécution dans le pays où elle a été rendue bien que des voies de recours y soient encore ouvertes contre elle. »

XVII. — La reconnaissance de l'autorité d'une décision judiciaire ne doit pas être confondue avec sa mise à exécution. La première est réglée dans l'article 11, tandis que la seconde fait l'objet de l'article 12. L'autorité d'une décision judiciaire peut conformément à l'article 11 être invoquée devant les tribunaux avant tout exequatur, notamment pour faire écarter une nouvelle demande portant sur le même objet.

L'article 11 vise la force obligatoire, tandis que l'article 12 a trait à la force exécutoire. Reconnaître la force obligatoire d'une décision étrangère ou lui accorder la force exécutoire est essentiellement un acte de souveraineté; par suite, le juge saisi de ces questions, doit d'office vérifier si la décision réunit les conditions prescrites par le Traité et son jugement dès lors s'impose à tous et dans tout le territoire.

XVIII. — L'autorité des décisions judiciaires ne sera reconnue que si elles réunissent les cinq conditions énumérées dans l'article 11.

La première exige que la décision ne contienne rien de contraire à l'ordre public du pays où elle est invoquée. Toutefois, pour éviter toute équivoque dans les termes de l'article 11, 1°, un alinéa final a été ajouté. Il spécifie que les règles relatives à la compétence, à la preuve et à la procédure ne concernent pas l'ordre public.

Nous n'avons pas à revenir sur la seconde condition, examinée supra (n° 11). La troisième qui consacre la règle *locus regit actum* et la quatrième, qui garantit le respect des droits de la défense, n'appellent pas d'observations spéciales.

En ce qui concerne la cinquième condition, il est à remarquer qu'elle ne concerne naturellement que les cas où les règles de compétence territoriale établies par la convention étaient applicables.

Par conséquent, le juge qui sera appelé à reconnaître l'autorité d'une décision rendue dans l'autre pays, ne pourra examiner la compétence du tribunal qui l'a prononcée, en tant que les dispositions du traité ne sont pas en jeu; cette décision, en effet, prouve par elle-même la compétence du juge dont elle émane. Un exemple pourra servir à illustrer cette observation. La décision intervenue en Belgique, entre deux Belges, sera reconnue dans les Pays-Bas, même dans l'hypothèse où le juge belge ne s'est pas conformé à la loi belge sur la compétence; pareillement, le jugement néerlandais rendu entre un Belge et un Néerlandais sera reconnu en Belgique même s'il émane d'un juge incompetent, à supposer toujours que les règles de compétence du présent traité ne soient pas applicables.

XIX. — L'article 12 proclame le principe que les décisions judiciaires rendues dans l'un des deux États peuvent être déclarées exécutoires dans l'autre (alinéa premier) après examen des cinq points énumérés dans l'article 11 (alinéa troisième.)

XX. — L'article 13 reproduit l'article 13 de la convention franco-belge. La meilleure explication de cette disposition se trouve dans « l'exposé des motifs » français : « La décision étrangère peut être de telle nature que si elle avait été exécutée dans le lieu où elle est rendue, des formalités de publicité auraient été nécessaires. Il s'agit par exemple... du jugement qui prononce une interdiction ou nomme un conseil judiciaire. Le jugement qui accorde l'exequatur, prescrit en pareil cas les mesures nécessaires pour que la publicité ait lieu ».

XXI. — L'article 14 organise la procédure en obtention de l'exequatur, ainsi que les voies de recours. Ces règles sont claires et n'appellent aucun commentaire spécial.

XXII. — L'article 15 étend le bénéfice du Traité aux sentences arbitrales rendues dans l'un des États contractants.

On remarquera que pour l'octroi de l'exequatur aux sentences arbitrales, la cinquième condition de l'article 11 n'est pas requise, parce que la décision émane de juges librement choisis par les parties.

XXIII. — L'article 16 de la convention en étend le bénéfice aux actes authentiques exécutoires dans l'un des deux pays.

XXIV. — L'article 17 applique un régime semblable aux hypothèques consenties dans l'un des deux États. C'est le président du tribunal civil de la situation des biens qui accordera le paréatis.

Les mots « ne seront inscrits et ne produiront effet » ont été insérés dans le texte, pour bien montrer que le droit réel d'hypothèque ne prend pas naissance avant l'inscription.

XXV. — L'article 18 détermine la procédure et les voies de recours en ce qui concerne la décision du président dans les cas prévus aux articles 15, 16, et 17.

XXVI. — L'article 19 constate expressément que la nationalité des parties est indifférente. Pourtant, les exceptions résultant des traités sont réservées.

TITRE III.

De la faillite.

XXVII. — Ce titre règle exclusivement la faillite déclarée par le juge compétent en vertu du Traité.

L'article 20 détermine cette compétence. Il l'attribue exclusivement au tribunal du lieu du domicile. Il ajoute, par une nouvelle application du principe déjà consacré dans l'article 2, que pour les sociétés commerciales le tribunal compétent est celui du siège social.

XXVIII. — Le texte vise aussi la faillite de commerçants de nationalité étran-

gère. Il ne semble pas, en effet, qu'il y ait quelque raison d'accorder aux mauvais payeurs étrangers, domiciliés dans l'un des deux pays contractants, le privilège d'échapper dans l'autre aux conséquences de la faillite qui peuvent atteindre les commerçants nationaux.

XXIX. — L'article 20, alinéa 3, règle la compétence pour le cas, exceptionnel sans doute, où plusieurs tribunaux se déclareraient compétents. La cause sera jugée par le tribunal, le premier saisi, s'il se déclare compétent.

XXX. — L'article 21 consacre le grand principe de l'unité et de l'indivisibilité de la faillite. Le jugement déclaratif de faillite dessaisit le débiteur. L'administration et la disposition de la masse passent au syndic. Sans doute, la déclaration de faillite frappe le failli sévèrement. Mais, d'autre part, cette mesure est destinée à assurer aux créanciers un traitement équitable. Le but de la déclaration de faillite serait manqué si elle ne produisait immédiatement ses effets. Pour éviter les inconvénients que le système de la territorialité entraîne, le Traité part donc du principe que la faillite prononcée dans l'un des deux pays étendra, sans exequatur préalable, ses effets au territoire de l'autre pays. La loi du pays où la faillite est ouverte détermine ses effets. Le syndic aura le pouvoir qu'il a dans le pays de sa nomination. Sans être tenu à aucune démarche judiciaire préalable, il pourra se prévaloir dans l'autre pays de sa qualité, il pourra administrer les biens du failli, exercer ses actions, recouvrer ses créances et vendre ses biens meubles.

Si sa qualité est contestée, il devra la prouver. Comment le fera-t-il? Conformément aux articles 11 et 21, le curateur doit, notamment, établir que la faillite a été prononcée selon l'article 20 par le juge compétent et que le failli est un commerçant d'après la loi du pays où la faillite s'est ouverte. C'est le juge appelé à se prononcer sur la reconnaissance de la déclaration de faillite qui appréciera souverainement l'existence de ces deux conditions.

Cependant, le syndic ne pourra pas tout faire; s'il veut vendre les immeubles du failli ou s'il veut procéder à des actes d'exécution forcée, se mettre en possession des biens du failli malgré l'opposition de celui-ci ou d'un tiers, il devra au préalable faire revêtir de l'exequatur le jugement déclaratif de faillite.

XXXI. — Remarquons, enfin, que le jugement homologuant le concordat n'est pas soumis exactement au même régime que le jugement déclaratif de faillite. Il n'aura l'autorité et la force exécutoire qu'en pleine conformité aux dispositions des articles 11 et 12. Il ne pourra, sous aucun rapport, être mis à exécution avant d'avoir été revêtu de l'exequatur, tandis que le jugement déclaratif de faillite est susceptible d'exécution partielle avant l'octroi de l'exequatur. La différence provient de ce que le jugement d'homologation entraîne pour les créanciers une réduction de leurs créances.

XXXII. — L'article 22 règle la publicité à donner à la faillite. Le principe est que cette publicité sera déterminée par la loi de l'État où la faillite est déclarée (alinéa premier). Toutefois, si le failli a un établissement dans l'autre État, les formes de publicité prescrites dans cet État y seront aussi observées (alinéa 2).

XXXIII. — L'article 23 règle le sort des privilèges, hypothèques et gages. Tout en reconnaissant l'unité de la faillite, le Traité fait de réserves ; elles se rapportent aux privilèges et hypothèques. Pour éviter les fraudes, que la nature des choses mobilières rend trop faciles, le Traité déclare que les privilèges, tant spéciaux que généraux, seront régis en principe par la loi du pays où la faillite est ouverte. Les marchandises et les fonds se déplacent si rapidement, que l'on devrait craindre de gros abus, si les privilèges étaient déterminés d'après la loi du lieu où les biens se trouvent. Mais des exceptions au principe de l'unité de la faillite s'imposent. L'alinéa second revient au principe de la territorialité en ce qui concerne les immeubles frappés de privilèges ou d'hypothèques. Ces immeubles restent, malgré la faillite, soumis à la loi du pays où ils se trouvent. Il faut déduire de ce texte, qu'aux Pays-Bas, conformément à la loi nationale, et peu importe que la faillite ait été prononcée en Belgique ou aux Pays-Bas, le créancier hypothécaire pourra poursuivre la réalisation de son droit, indépendamment de la faillite, et sans avoir à s'adresser au curateur ou au syndic.

Enfin, en ce qui concerne l'hypothèque maritime ou fluviale et les privilèges établis sur un navire, l'alinéa 3 reconnaît l'autorité de la loi du pavillon, belge ou néerlandais ; par suite, c'est cette loi qui décide si des privilèges, acquis sous l'empire d'une autre législation, doivent être respectés.

XXXIV. — L'article 24 prévoit que les sursis et concordats préventifs étendront leurs effets au territoire de l'autre État.

Les dispositions finales, formant le titre IV, ne réclament aucun éclaircissement.

Si, dans l'avenir, la faillite du non-commerçant était instituée en Belgique, il n'y aurait aucune raison de ne pas appliquer le titre III aux non-commerçants des deux pays.

C'est pourquoi les délégués proposent d'établir, lors de la signature du Traité, un protocole additionnel contenant la stipulation suivante : « Au cas où la Belgique instituerait la faillite du non-commerçant, le titre III du présent Traité s'appliquera à la faillite des non-commerçants des deux pays. »

Bruxelles, le 27 mai 1924.

Les Délégués belges :

(s) GODDYN,
(s) Paul LECLERCQ,
(s) KINON,
(s) Maurice COSTERMANS.

Les Délégués hollandais :

(s) LODER,
(s) SUYLING,
(s) KOSTERS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 JULI 1925.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het tusschen België en Nederland gesloten Verdrag betreffende de territoriale rechterlijke bevoegdheid, betreffende het faillissement en betreffende het gezag en de tenuitvoerlegging van rechterlijke beslissingen, van scheidsrechterlijke uitspraken en van authentieke akten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op grond van het imperium-beginsel houdt de executoire kracht van de vonnissen op te bestaan aan de grens. Om een in het buitenland gewezen vonnis in België ten uitvoer te leggen of om een Belgisch vonnis in het buitenland ten uitvoer te leggen, is het dienvolgens noodig dat het rechtsgeding herbegonnen wordt. Zoo luidt het streng juridisch stelsel, dat meestal de wetgevingen en, met name, in onze wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid (artikel 10, 1^e lid) gehuldigd werd.

Naarmate de betrekkingen onder de volken toenemen, voelt men meer en meer de bezwaren van zulk stelsel dat, alhoewel steunend op het Recht, weinig of geen reden van bestaan meer heeft, tusschen gebuurstaten althans wier gerechtelijke instellingen niet merklijk verschillen.

Daarenboven werd reeds in het 2^e lid van artikel 10 onzer wet van 1876 uitdrukkelijk bepaald, dat het onderzoek door onze rechtbanken aanzienlijk zal worden vereenvoudigd en niet meer zal gaan over de feitelijke toedracht van de in het buitenland berechte zaak « indien er tusschen België en het land waar de beslissing uitgesproken is, een verdrag bestaat, gesloten op grond van wederkerigheid ».

Het hierbijgaand wetsontwerp, dat wij de eer hebben U ter behandeling voor te leggen, is een groote stap op den weg aangewezen door artikel 10, 2^{de} lid, der wet van 25 Maart 1876, om de internationale tenuitvoerlegging van de vonnissen te bevorderen.

Het eerste verdrag, dat krachtens de wet van 1876 werd gesloten, was het Fransch-Belgisch verdrag van 8 Juli 1899 (wet van 30 Maart 1900) dat thans nog geldt voor onze desbetreffende betrekkingen met Frankrijk.

In 1904 werd met het Groot-Hertogdom Luxemburg over het sluiten van een dergelijk verdrag onderhandeld; terwijl echter de overeenkomst door de Wetgevende Kamers in België werd goedgekeurd, werd zij door de Regeering van het Groot-Hertogdom niet bekrachtigd en bleef zij dus slechts als ontwerp bestaan.

Thans hebben wij het genoegen U het verdrag voor te leggen, dat op 28 Maart 11., met de Nederlandsche Regeering werd gesloten en waardoor de handelsbetrekkingen met onze Noorderburen zonder twijfel zullen worden bevorderd.

Toen onze voorgangers U het Fransch-Belgische verdrag ter goedkeuring voorlegden, hadden zij, bij den tekst van het verdrag, een verslag gevoegd uitgebracht door de afgevaardigden van 's Konings Regeering, die opdracht hadden ontvangen dienaangaande met de vertegenwoordigers van de Fransche Regeering te onderhandelen.

Dit verslag was een toelichting van de overeenkomst, door een van beide verdragsluitende partijen slechts. Thans kunnen wij U, samen met deze memorie van toelichting, een verslag (1) aanbieden dat in gemeen overleg werd opgemaakt door de Nederlandsche en de Belgische afgevaardigden, die de gemengde commissie vormden aan wie werd opgedragen den tekst van het U voorgelegde verdrag voor te bereiden. Daar dit verslag dan ook het authentiek commentaar is van het verdrag, is het van aard om in de toekomst dezer uitlegging groote lijks te vergemakkelijken.

In het Nederlandsch-Belgisch verdrag worden over 't algemeen dezelfde onderwerpen behandeld en zelfs dikwijls dezelfde bepalingen opgenomen als in het Fransch-Belgisch verdrag van 8 Juli 1899, waarvan de toepassing tot nogtoe op weinig of geen moeilijkheden heeft gestuit.

Wat de bevoegdheid betreft, wordt in het verdrag een reeks bepalingen voorzien, die wederkeerig van toepassing zijn op de onderhoorigen van beide natien. Onder meer wordt, naast het *forum domicilii*, en wel als hoofdzak, zonder voorbehoud, het *forum contractus* in persoonlijke zaken ingesteld, zooals het werd bekrachtigd bij artikel 42 van onze wet op de bevoegdheid.

Waar het handelt over het exequatur van buitenlandsche vonnissen, heeft het verslag van de afgevaardigden zeer juist het verschil omlijnd tusschen de erkenning van het gezag eener beschikking en de tenuitvoerlegging van deze beschikking: dit is tusschen de bindende kracht en de executoire kracht.

In zake faillissement wordt door het verdrag, uitsluitende bevoegdheid toegekend aan de rechtbank der woonplaats, die voor de vennootschappen de maatschappelijke zetel is.

In artikel 24 wordt uitdrukkelijk het beginsel gehuldigd van de eenheid en de onverdeelbaarheid van het faillissement, dat zonder voorafgaand bevelschrift van tenuitvoerlegging automatisch in werking treedt. In persoonlijke zaken zijn dus den syndicus handelingen tot beschikking toegelaten; alleen wanneer het onroerende goederen betreft die bezwaard zijn met voorrechten of hypotheeken, wordt het beginsel der territorialiteit voorbehouden.

(1) Zie bijlage.

Daar, ten slotte, de Nederlandsche wetgeving de faillietverklaring van niet-kooplieden toelaat, wordt, in een additioneel protocol de uitbreiding van de in het Verdrag vastgelegde regelen voorzien voor het geval dat de Belgische wetgeving dergelijk stelsel zou invoeren.

Wat den verderen inhoud van het Verdrag betreft, zal het maar best zijn u te verwijzen naar het verslag van de gevolmachtigden, waarin ieder der voornaamste bepalingen van het U ter goedkeuring voorgelegd verslag duidelijk wordt ontleed.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

De Minister van Justitie,

P. TSCHOFFEN.



VERSLAG

over het ontwerp van verdrag tusschen België en Nederland betreffende de territoriale rechterlijke bevoegdheid, betreffende het faillissement en betreffende het gezag en de tenuitvoerlegging van rechterlijke beslissingen, van scheidsrechterlijke uitspraken en van authentieke akten

Het Verdrag, waarvan de gevolmachtigden van beide Staten den tekst hebben opgesteld, dien zij de eer hebben aan hun onderscheiden Regeeringen voor te leggen, beoogt de regeling van drie verschillende punten : de territoriale rechterlijke bevoegdheid (titel I), de erkenning van het gezag van vonnissen en dezer tenuitvoerlegging (titel II), en het faillissement (titel III).

In het verdrag wordt een afzonderlijke titel gewijd aan het faillissement, ten eerste omdat dit onderwerp van bijzonder belang is, ten tweede, omdat het minder past in het hoofdstuk over de bevoegdheid of in dat over het gezag en de tenuitvoerlegging van de gerechtelijke beslissingen.

Ten slotte worden enkele bijzondere bepalingen, van diplomatieken aard, afzonderlijk behandeld in titel IV.

TITEL I.

Van de territoriale bevoegdheid.

I. — Hier dient opgemerkt dat het slechts gaat over de bevoegdheid *ratione loci*. De betrekkelijke bevoegdheid des rechters of bevoegdheid *ratione materiae* wordt niet behandeld in dit verdrag en blijft in ieder land geregeld door de voor het forum geldende wet alleen.

Ten einde dienaangaande geen twijfel te laten bestaan, werden de woorden « *territoriale bevoegdheid* » in den titel van het verdrag en van titel I ingevoegd.

II. — De in artikel 1 opgenomen regel werd ontleend aan het Fransch-Belgisch verdrag en beheerscht gansch het vraagstuk.

Het doel van dien regel is in België, de Nederlanders met de Belgen en, in Nederland, de Belgen met de Nederlanders gelijk te stellen, derwijze dat zij niet, als eischer of als verweerder, op grond van hun vreemde nationaliteit, onder de toepassing zullen vallen van de inzonderheid voor de vreemdelingen geldende bepalingen in zake bevoegdheid.

Het eerste gevolg hiervan is — misschien is het overbodig er nadruk op te leggen — dat, in geen enkel geval en onder geen enkel voorwendsel, de Nederlandsche rechtbanken zullen mogen weigeren kennis te nemen van de geschillen

die in Nederland ontstaan, niet alleen tusschen Belgen en Nederlanders, maar ook onder Belgen of tusschen Belgen en vreemdelingen. Dezelfde verplichting geldt voor de Belgische rechtbanken jegens de Nederlanders die in België procedeeren.

Een tweede gevolg is, dat de Belgen, als eischers, in Nederland de uitzonderlijke bevoegdheid in artikel 127 van het Nederlandsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering voorzien, zullen kunnen aanvoeren tegenover vreemde verweerders en dat tevens, van hunnen kant, de Nederlanders in België, de bepalingen van de artt. 52 en 53 der wet van 25 Maart 1876 zullen kunnen doen gelden tegenover vreemde verweerders.

Het derde gevolg is, dat de Belgen, als verweerders, niet onder de toepassing zullen vallen van artikel 127 van het Nederlandsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, noch de Nederlanders onder de toepassing van artikel 53 der wet van 25 Maart 1876. Ofschoon het niet volstrekt noodig was, werd laatst bedoeld gevolg, op grond van zijn bijzonder belang, uitdrukkelijk vermeld in artikel 1, tweede lid.

III. — Artikel 1 beoogt al de gedingen die in België of in Nederland voor den rechter worden gebracht, welk ook het onderwerp van het geschil zij

De bepaling zal dus van toepassing zijn zoowel in zake het recht van personen (familierecht), als in zake onroerende of roerende goederen (persoonlijke zaken).

IV. — Alvorens de regelen vast te stellen van de territoriale bevoegdheid (artt. 3 en volgende), waarin herhaaldelijk de uitdrukkingen « onderdanen van een Staat » alsmede hun « woonplaats » voorkomen, is het van belang eerst door een bijzonderen tekst te bepalen hoe die begrippen « nationaliteit » en « woonplaats » dienen opgevat, met het oog op de toepassing van de regelen in zake de territoriale bevoegdheid, wanneer het rechtspersonen geldt.

De in dien tekst gestelde regel is eenvoudig. Om beschouwd te worden als onderdaan van een van beide Staten met woonplaats in dien Staat, moet een rechtspersoon, een handelsvennootschap, bij voorbeeld, aan twee voorwaarden voldoen : 1) opgericht zijn overeenkomstig de wetgeving van dien Staat ; 2) in dien Staat zijn zetel hebben.

Daarenboven zal men opmerken, dat artikel 2 alleen beslist over de nationaliteit en de woonplaats van de rechtspersonen of van de er mede gelijkgestelde corporaties. De erkenning van de bevoegdheid om in rechte op te treden is uitdrukkelijk voorbehouden, omdat die zaak bij het verdrag niet thuis hoort en omdat iedere Staat het recht moet behouden om, wegens redenen van openbare orde, den toegang tot zijn rechtbanken te ontzeggen aan de zedelijke lichamen of aan corporaties die in het ander land werden opgericht.

V. — De in de beide landen van kracht zijnde regelen in zake de territoriale bevoegdheid, verschillen merklijk van elkaar. Het Verdrag maakt geen eind aan dit verschil, doch het verhelpt het in de mate van het mogelijke, door het invoeren van enkele voor beide Staten geldende regelen.

VI. — In artikel 3, 1° lid, wordt de eerste gemeenschappelijke regel in zake bevoegdheid uitgedrukt; het is de meest algemeene regel, nl. die van het *forum domicilii*. De verweerder, die metterwoon gevestigd is in een van beide landen moet gedagvaard worden voor den rechter van zijn woonplaats; bij ontbrek aan woonplaats in Nederland of in België, geldt als dusdanig zijn verblijfplaats.

Is er meer dan één verweerder, dan kan naar keus van den eischer, de zaak gebracht worden voor de rechtbank van de woonplaats of, desgevallend, van de verblijfplaats van één der verweerders. Die bepaling ligt in den regel besloten; het bleek dan ook overbodig er bizonder melding van te maken.

Op dien algemeenen regel worden uitdrukkelijk twee uitzonderingen gemaakt :

Deze zijn : « de uitzonderingen en wijzigingen, vastgesteld of alsnog vast te stellen in een der beide nationale wetgevingen of bij de internationale verdragen ».

VII. — Artikel 3, 2° lid, voorziet het *forum actoris* dat slechts bij uitzondering geldt. Op het eerste zicht zouden er termen schijnen te zijn tot het beslist uitschakelen van die bevoegdheid van den rechter van den eischer, die in zekere mate wordt gehuldigd bij artikel 97, 3° en 5° lid, en bij artikel 126, n° 3 en 5, van het Nederlandsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, alsmede bij artikel 53 der Belgische wet van 25 Maart 1876. Doch, anderzijds, zou men, door het *forum actoris* volledig uit te sluiten, voor het geval kunnen komen te staan dat er, in België noch in Nederland, een rechter zou te vinden zijn, bevoegd om de zaak te berechten, hetgeen volstrekt moet vermeden worden.

Artikel 3, 2° lid, neemt dus het *forum actoris* aan, doch alleen dan wanneer geen enkele rechtbank bevoegd is, hetzij krachtens de Nederlandsche wet, hetzij krachtens de Belgische wet, hetzij krachtens dit Verdrag, hetzij krachtens de overeenkomsten gesloten met andere Staten.

Zelfs dient opgemerkt, dat die andere bevoegde rechtbank niet een Nederlandsche of een Belgische rechtbank behoeft te zijn. Zoo kan, bij voorbeeld, een Nederlandsch eischer een Franschen verweerder, die te Parijs gevestigd is, niet dagvaarden voor den rechter te Brussel, zijn eigen woonplaats, omdat, op grond van de Fransch-Belgische overeenkomst, de verweerder moet gedagvaard worden voor den rechter van zijn woonplaats, te Parijs.

VIII. — Artikel 4 huldigt, op de meest volstrekte wijze, het *forum contractus*, dat van zulk groot belang is voor de handelsbetrekkingen.

De Fransche tekst zegt : « En matière mobilière (personnelle) »; de Nederlandsche tekst : « In persoonlijke zaken. »

Beide uitdrukkingen zijn gelijkwaardig en beoogen hetzelfde voorwerp : de eerste komt echter voor in den Belgischen wettekst, de andere in de terminologie van de Nederlandsche wet, waar zij, naar de algemeene meening, dezelfde waarde heeft. Beide omvatten de vorderingen op grond van verbintenissen uit overeenkomst of van verbintenissen zonder overeenkomst. Hier dient opgemerkt, dat dit *forum* uitteraard niet exclusief is, met dien verstande, dat het niet de bevoegdheid van den rechter van de woonplaats noch die van eenigen anderen bevoegden rechter afwijst. Het is echter ook geen subsidiair forum, wel het voornaamste

forum waarvoor het geding kan worden gebracht naar keuze van den eischer, zelfs indien een ander rechter bevoegd is.

IX. — Artikel 5 huldigt de uitsluitende bevoegdheid van den *rechter van de gekozen woonplaats*, ten ware de woonplaats werd gekozen ten voordeele van een der verdragsluitende partijen.

De aanneming van dit forum is echter aanzienlijk beperkt.

In deze zaak worden immers voorbehouden : « de uitzonderingen en wijzigingen vastgesteld of vooralsnog vast te stellen in een der beide nationale wetgevingen ». Zoo wordt de bevoegdheid van den rechter van de gekozen woonplaats uitgeschakeld in al de gevallen bedoeld bij de Belgische wetten van 20 April 1920 en 8 Januari 1923. Het verdrag zal in geen deele eene wijziging brengen aan de toepassing van die bepalingen die, in zake verzekering, bevoegdheid verleen aan den rechter van de plaats waar de goederen gelegen zijn, en aan den rechter van den verzekerde, met uitsluiting van den rechter van de gekozen woonplaats.

X. — Artikel 6 regelt de verwijzing van sommige geschillen door de rechtbanken van een der verdragsluitende Staten naar de gerechten van het andere land, ingeval van litispendentie of van verknochtheid (1^{ste} lid) en wordt bevoegdheid toegekend aan den rechter die kennis heeft genomen van den oorspronkelijken eisch ingeval van eischen in vrijwaring, van eischen tot voeging en tusschenkomst, van incidenteele vorderingen, alsmede van eischen in reconventie (2^e lid).

Van de scheidsgerechten wordt geen gewag gemaakt, omdat de belanghebbende partij slechts het scheidsrechterlijk beding zal hebben in te roepen om te verkrijgen dat de rechtbank, waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, weigere kennis te nemen van het voor haar gebrachte geding.

XI. — In artikel 7 wordt het *forum arresti* voorzien, doch slechts als subsidiair forum, wanneer de partij, te wier laste het beslag wordt gelegd, noch woonplaats, noch verblijfplaats heeft in een der beide landen.

XII. — Artikel 8 handelt niet alleen over de voorloopige maatregelen, die behooren bij en het gevolg zijn van de bij den rechter aanhangig gemaakte hoofdvordering. Het beoogt ook de dringende en noodzakelijke maatregelen die, volgens de wetgeving van het land, door de rechtbanken moeten getroffen worden, bij voorbeeld de kortgedingen en de voorloopige maatregelen in zake echtscheiding, voogdij, afwezigheid, enz... Krachtens deze bepaling zal men, in België, ook tegen Nederlanders, soortgelijke bij de Belgische wet toegelaten maatregelen kunnen vorderen, en, in Nederland, ook tegen de Belgen de bij de Nederlandsche wet toegelaten maatregelen.

XIII. — Het doel van artikel 9 is juist te omlijnen wanneer de bij de artikelen 1 tot 8 ingevoerde regelen in zake *territoriale bevoegdheid* van toepassing zijn; immers rijst de vraag op of die regelen van toepassing zijn op de rechtsgedingen waarin niet alleen Nederlanders of Belgen, doch ook vreemdelingen betrokken zijn.

Het bij artikel 9, eerste lid, gehuldigde beginsel is uiterst eenvoudig : de bij de artt. 1 tot 8 vastgestelde regelen in zake bevoegdheid zijn van toepassing op al de gevallen waarin een Nederlander in België, als eischer of als verweerder, pleit hetzij tegen een ander Nederlander, hetzij tegen een Belg, hetzij tegen een vreemdeling; onder dezelfde voorwaarden zijn zij van toepassing wanneer, in Nederland, een Belg pleit hetzij tegen een ander Belg, hetzij tegen een Nederlander, hetzij tegen een vreemdeling. Zij zijn daarentegen niet van toepassing wanneer een geding plaats heeft in België tusschen twee Belgen, tusschen twee vreemdelingen, of tusschen een Belg en een vreemdeling, — evenmin indien het geding plaats heeft in Nederland tusschen twee Nederlanders, tusschen twee vreemdelingen of tusschen een Nederlander en een vreemdeling. Kortom, opdat de bij de artt. 1 tot 8 bepaalde regelen in zake bevoegdheid van toepassing wezen, is het noodig, maar volstaat het tevens — zoo luidt artikel 9 — dat een onderdaan van een der verdragsluitende Staten als eischer of als verweerder in rechte optreedt voor een rechter van den anderen Staat.

Indien een Nederlander optreedt in een geding dat in België door een Belg is ingesteld tegen een Belg, dan oefent die incidenteele vordering geen invloed uit op de bevoegdheid betreffende den hoofdeisch. Zulks blijkt uit artikel 9, derde lid. Deze tusschenkomende partij kan evenwel de artt. 1 en 6 aanvoeren, omdat artikel 9, derde lid, waar het aan de incidenteele vordering allen invloed ontzegt op de uitspraak in de hoofdzaak, volstrekt niet op het oog heeft de incidenteele vordering-zelf te onttrekken aan de toepassing van het Verdrag.

De tekst maakt dit voorbehoud : « behoudens de uitzonderingen voortspuitend uit de internationale verdragen ».

Het hoeft immers geen betoog dat, indien bij voorbeeld een Nederlander in België in rechte optreedt tegen een Franschman, deze zich altijd moet kunnen beroepen op de bepalingen van de Fransch-Belgische overeenkomst.

Ten slotte bepaalt het tweede lid dat, ingeval er meer eischers of verweerders zijn, het bij het eerste lid gestelde beginsel van toepassing is, zelfs al bevindt er zich onder hen slechts een enkele onderdaan van den anderen Staat.

XIV. — Krachtens artikel 10, behoudt iedere staat principiëel het recht om de bevoegdheid van zijn rechters naar goeddunken te regelen. Zijne vrijheid van handelen wordt echter door dit verdrag beperkt. Ten eerste houdt het nationaal recht van ieder land op van toepassing te zijn in zoover de bepalingen van het verdrag ervan afwijken. Ten tweede, hebben de artikelen, die gemeenschappelijke regelen van bevoegdheid behelzen, eveneens de bovenhand op het nationaal recht. Dit spreekt van zelf waar het de regelen van uitsluitende bevoegdheid geldt. Is deze oplossing echter ook vereischt ten opzichte van artikel 4 dat slechts een facultatief forum invoert? Die conventionele bepaling, die het *forum contractus* omschrijft, artikel 314, paragrafen 3, 4 en 5 van het Nederlandsch Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, waarbij datzelfde forum op een gelijkaardige doch niet volkomen gelijke wijze wordt omljnd, moet wijken vóór de bepalingen van het verdrag.

Laten wij opmerken dat, tusschen de door de overeenkomst bijzonder ingevoerde regelen en die van de nationale wet dit verschil bestaat, dat de eerstbedoelde regelen een onaantastbaar geheel uitmaken, waaraan niets kan worden veranderd zoolang de overeenkomst van kracht is, terwijl de laatstbedoelde, voor zoover zij van toepassing blijven, door ieder van de beide Staten steeds mogen worden gewijzigd.

TITEL II.

Gezag en tenuitvoerlegging van rechterlijke beslissingen, van. scheidsrechterlijke uitspraken en van authentieke akten.

XV. — Eene voorafgaande opmerking is hier onontbeerlijk. Het toepassingsgebied van titel II is uitgebreider dan dat van titel I. Terwijl de bepalingen in zake territoriale bevoegdheid slechts van toepassing zijn op de bij artikel 9 omschreven gevallen, zijn de regelen betreffende het gezag en de tenuitvoerlegging van de rechterlijke beslissingen van toepassing op al de rechterlijke beslissingen in beide landen verleend, welke ook de nationaliteit van de partijen zij. De reden daarvan is dat die regelen berusten op het wederzijdsche vertrouwen van ieder van beide landen in het gerecht van het ander land, afgezien van de nationaliteit der pleiters. Het tegenovergestelde beslissen en de toepassing van titel II uitsluitend beperken tot de onderhoorigen van beide landen ware trouwens, volgens de uitdrukking van den heer Renault « een protectionisme met verkeerd uitwerksel » aangezien de vreemdelingen in dat geval, in een der verdragsluitende Staten, de te hunnen nadeele in het ander land gewezen vonnissen zouden kunnen laten herzien, terwijl dat voor de eigen onderhoorigen niet zou mogelijk zijn (zie daarenboven artikel 19 van het Verdrag).

XVI. — De uitdrukkingen « gezag van gewijsde » of « kracht van gewijsde » moesten vermeden worden, omdat zij, volgens de Nederlandsche wet, alleen van toepassing zijn op de beslissingen waartegen volstrekt geen enkel rechtsmiddel meer open staat. Het ligt echter geenszins in de bedoeling van de Gemengde Commissie het voordeel van artikel 11 tot die enkele beslissingen te beperken. Dat blijkt duidelijk uit § 1, 2° van het tweede lid van artikel 11 waarbij bedoeld wordt elke beslissing die « vatbaar is voor tenuitvoerlegging in het land waar zij is gewezen, zij het ook, dat er nog rechtsmiddelen tegen haar openstaan ».

XVII. — De erkenning van het gezag van eene rechterlijke beslissing mag niet verward worden met hare tenuitvoerlegging. De eerste wordt geregeld in artikel 11, terwijl op de tweede artikel 12 betrekking heeft.

Het gezag van eene rechterlijke beslissing kan, overeenkomstig artikel 11, voor de rechtbanken aangevoerd worden vóór het verleenen van om het even welk executuur, onder meer om een nieuwen eisch betreffende dezelfde zaak te doen afwijzen.

In artikel 11 wordt de bindende kracht bedoeld, terwijl artikel 12 de exécutoire kracht betreft.

De bindende kracht erkennen van een buitenlandsche beslissing of haar

executoire kracht toekennen is bij uitstek eene daad van souvereiniteit, Dientengevolge moet de rechter, bij wien die vragen aanhangig worden gemaakt, van ambtswege nagaan of de beslissing aan de bij het Verdrag bepaalde voorwaarden voldoet en zijn vonnis wordt dan ook voor allen, over het geheele grondgebied, bindend.

XVIII. — Het gezag van de rechterlijke beslissingen zal slechts erkend worden, indien deze aan de in artikel 11 opgesomde vijf voorwaarden voldoen.

Dê eerste voorwaarde eischt dat de beslissing niets inhoudt dat strijdig is met de openbare orde van het land waar zij ingeroepen wordt. Ten einde nochtans aan de bewoordingen van artikel 11, 1^e, alle dubbelzinnigheid te ontnemen, werd een slotalinea toegevoegd. Daarin wordt bepaald dat de regelen met betrekking tot de bevoegdheid, het bewijs en de rechtspleging de openbare orde niet betreffen.

Op de reeds hierboven (n° 11) behandelde tweede voorwaarde, hoeven wij niet terug te komen.

De derde waarbij de regel *locus regit actum* gehuldigd wordt en de vierde, waarbij de eerbiediging van de rechten der verdediging wordt gewaarborgd, vergen geen bijzondere toelichting.

Wat de vijfde voorwaarde betreft dient er opgemerkt dat zij natuurlijk alleen die gevallen betreft waarin de door het Verdrag vastgestelde regelen in zake territoriale bevoegdheid van toepassing waren.

Dientengevolge kan de rechter, geroepen om het gezag van een in het ander land gewezen beslissing te erkennen, niet nagaan of de rechtbank, die bedoelde beslissing verleend heeft, bevoegd was, voor zoover de bepalingen van het Verdrag niet in aanmerking komen; die beslissing zelf, immers, bewijst dat de rechter van wien zij uitgaat, bevoegd was. Een voorbeeld zal deze beschouwing duidelijk maken. De in België na een geding tusschen twee Belgen gewezen uitspraak zal in Nederland worden erkend, zelfs in de onderstelling dat de Belgische rechter niet hebbe gehandeld overeenkomstig de Belgische wet op de bevoegdheid; evenzoo zal een Nederlandsch vonnis, gewezen in een geding tusschen een Belg en een Nederlander, in België worden erkend, zelfs al werd het gewezen door een onbevoegden rechter, steeds in de onderstelling dat de bepalingen van dit verdrag in zake bevoegdheid niet van toepassing waren.

XIX. — In artikel 12 wordt het principie uitgedrukt dat de rechterlijke beslissingen, in een van beide Staten gewezen, uitvoerbaar kunnen verklaard worden in den anderen Staat (eerste lid) na onderzoek over de vijf punten, in artikel 11 opgesomd (lid 3).

XX. — Artikel 13 is dezelfde tekst als die van artikel 13 van het Fransch-Belgisch verdrag. De beste toelichting van deze bepaling is te vinden in de Fransche Memorie van toelichting. « De buitenlandsche beslissing kan van dien aard zijn dat, indien zij ware ten uitvoer gelegd geworden in de plaats waar zij werd gewezen, formaliteiten zouden noodig geweest zijn om haar openbaar te

maken. Het geldt b. v.... een vonnis waarbij een onmondigverklaring wordt uitgesproken of een gerechtelijk raadsman wordt aangesteld. Het vonnis, waarbij het exequatur verleend wordt, schrijft in dat geval de maatregelen voor die noodig zijn opdat de openbaarheid verzekerd zij ».

XXI. — Artikel 14 voorziet in de regeling van de rechtspleging tot het bekomen van het exequatur, alsmede in die der rechtsmiddelen. Die regeling is duidelijk en eischt geen bijzonder commentaar.

XXII. — Bij artikel 15 wordt het voordeel van het Verdrag uitgebreid tot de scheidsrechterlijke uitspraken, in een van de verdragsluitende Staten gewezen.

Men zal opmerken dat voor het verlenen van het exequatur van de scheidsrechterlijke uitspraken de vijfde voorwaarde van artikel 11 niet vereischt is, omdat de beslissing uitgaat van rechters die vrijelijk door de partijen verkozen werden.

XXIII. — Bij artikel 16 van het Verdrag wordt het voordeel ervan uitgebreid tot de authentieke akten, uitvoerbaar in een van beide Staten.

XXIV. — Bij artikel 17 wordt een dergelijke regeling getroffen in zake de in een van beide Staten verleende hypotheeken. De voorzitter van de rechtbank voor burgerlijke zaken van het arrondissement, waarbinnen de goederen gelegen zijn, verleent het verlof tot tenuitvoerlegging.

De woorden « zullen niet worden ingeschreven en zullen niet van kracht zijn » werden in den tekst opgenomen, om wel degelijk aan te toonen dat het zakelijk hypotheekrecht niet vóór de inschrijving opkomt.

XXV. — Artikel 18 bepaalt de rechtspleging en de rechtsmiddelen wat betreft de beslissing van den voorzitter in de bij de artikelen 15, 16 en 17 voorziene gevallen.

XXVI. — Bij artikel 19 wordt uitdrukkelijk vastgesteld, dat de nationaliteit van de partijen niet in aanmerking komt.

Een voorbehoud wordt echter gemaakt ten aanzien van de uit de verdragen voortspuitende uitzonderingen.

TITEL III

Het faillissement.

XXVII. — Deze titel regelt uitsluitend het faillissement dat door den krachtens het Verdrag bevoegden rechter uitgesproken wordt. Deze bevoegdheid wordt vastgesteld bij artikel 20. Zij wordt uitsluitend toegekend aan de rechtbank van de woonplaats. Bij een nieuwe toepassing van het reeds bij artikel 2 gehuldigde principie, wordt er aan toegevoegd dat, voor de vennootschappen van koophandel, de bevoegde rechtbank deze is waar de maatschappelijke zetel gevestigd is.

XXVIII. — Bij den tekst wordt eveneens bedoeld het faillissement van kooplieden van vreemde nationaliteit. Er blijken inderdaad geen termen te zijn om aan de buitenlandsche slechte betalers, metterwoon in een van beide verdragsluitende Staten gevestigd, het voorrecht te verleenen in het andere land te ontsnappen aan de gevolgen van het faillissement, waardoor de eigen kooplieden kunnen getroffen worden.

XXIX. — Bij artikel 20, 3^e lid, wordt de bevoegdheid geregeld voor het ongetwijfeld uitzonderlijk geval, waarin zich meer rechtbanken zouden bevoegd verklaren. De zaak wordt berecht door de rechtbank, bij welke zij het eerst werd aangebracht, indien deze zich bevoegd verklaart.

XXX. — Bij artikel 21 wordt het groote principe van de eenheid en van de onverdeelbaarheid van het faillissement gehuldigd. Bij het vonnis tot faillietverklaring wordt den schuldenaar de boedel uit de handen genomen. Het beheer van en de beschikking over den boedel gaan op den syndicus over. Ongetwijfeld wordt de gefailleerde door de faillietverklaring streng getroffen. Maar anderzijds is die maatregel bestemd om aan de schuldeischers eene billijke behandeling te verzekeren. Het doel van de faillietverklaring ware niet bereikt, indien zij niet onmiddellijk hare gevolgen deed gelden. Om de bezwaren te vermijden die het stelsel van de territorialiteit medebrengt, gaat het Verdrag dus uit van het beginsel dat het in een van beide landen uitgesproken faillissement zonder voorafgaand exequatur zijne gevolgen uitstrekt over het gebied van het andere land. De wet van het land waar het faillissement geopend wordt bepaalt die gevolgen. De syndicus zal de bevoegdheid hebben, welke hij bezit in het land waar hij benoemd is. Zonder gehouden te zijn tot om het even welke voorafgaande gerechtelijke bemoeiing, zal hij in het ander land zijne hoedanigheid kunnen doen gelden, de goederen van gefailleerde beheeren, zijne rechtsvorderingen instellen, zijne schuldvorderingen innen en zijne roerende goederen verkoopen.

Wordt zijne hoedanigheid betwist, dan zal hij daarvan moeten doen blijken. Hoe zal hij het doen? Overeenkomstig de artt. 11 en 21, moet de curator onder meer het bewijs leveren dat het faillissement volgens artikel 20 uitgesproken is geworden door den bevoegden rechter en dat de gefailleerde een koopman is volgens de wet van het land waar het faillissement geopend werd. De rechter is het, die uitspraak zal hebben te doen over de erkenning van de faillietverklaring, die oppermachtig zal oordeelen over het bestaan dezer twee voorwaarden.

De syndicus heeft nochtans niet onbeperkte macht; wil hij de onroerende goederen van den gefailleerde verkoopen of handelingen van gedwongen executie verrichten, bezit nemen van de goederen van den gefailleerde niettegenstaande het verzet van dezen laatste of van een derde, dan moet hij vooraf het vonnis tot faillietverklaring van het exequatur doen voorzien.

XXXI. — Laten wij ten slotte opmerken dat voor het vonnis tot homologeering van het akkoord niet heelemaal dezelfde regeling geldt als voor het vonnis tot faillietverklaring. Het vonnis tot homologeering zal eerst gezag en kracht tot tenuitvoerlegging hebben, wanneer het ten volle strookt met de bepalingen van

de artt. 11 en 12. Het kan in geen enkel opzicht ten uitvoer gelegd worden vooraleer voorzien te zijn van het exequatur, terwijl het vonnis tot faillietverklaring vatbaar is voor gedeeltelijke tenuitvoerlegging vóór het verleenen van het exequatur. Het verschil komt hieruit voort, dat het vonnis tot homologeering voor de schuldeischers eene vermindering van hunne schuldvorderingen medebrengt.

XXXII. — Bij artikel 22 wordt de aan het faillissement te geven openbaarheid geregeld. Het principe is dat deze openbaarheid bepaald wordt door de wet van den Staat, waar het faillissement uitgesproken wordt (eerste lid). Heeft de gefailleerde echter een kantoor in den anderen Staat, dan worden de formaliteiten nageleefd welke in dien Staat voor de openbaarmaking voorgeschreven zijn (tweede lid).

XXXIII. — Bij artikel 23 wordt het lot van de voorrechten, hypothecken en panden geregeld. Alhoewel de eenheid van het faillissement erkend wordt, maakt het Verdrag een voorbehoud wat betreft de voorrechten en hypothecken. Om bedrog te vermijden, dat wegens den aard der roerende goederen zoozeer vergemakkelijkt wordt, verklaart het verdrag dat zoowel voor de bijzondere als voor de algemeene voorrechten principieel de wet geldt van het land waar het faillissement geopend is. Koopwaren en geld zijn zoo gemakkelijk te vervoeren dat aanzienlijke grove misbruiken zouden te vreezen zijn, indien de voorrechten bepaald werden volgens de wet van de plaats waar de goederen zich bevinden.

Maar uitzonderingen op het principe van de eenheid van het faillissement dringen zich op. Het tweede lid komt terug op het principe van de territorialiteit, wat betreft de met voorrechten of hypothecken bezwaarde onroerende goederen. Voor deze onroerende goederen blijft, niettegenstaande het faillissement, de wet gelden van het land waar zij zich bevinden. Uit dezen tekst moet afgeleid worden dat, in Nederland, overeenkomstig de landswet en om het even of het faillissement in België dan wel in Nederland werd uitgesproken, de hypotheccaire schuldeischer de tegeldemaking van zijn recht zal kunnen vervolgen, buiten het faillissement om, en zonder zich tot den curator of den syndicus te moeten wenden.

Ten slotte, wat de hypotheek op zee- en binnenschepen en de op een schip gevestigde voorrechten betreft, wordt bij het derde lid het gezag van de wet der Belgische of Nederlandsche vlag erkend. Dientengevolge is het deze wet waarbij beslist wordt of voorrechten die onder eene andere wetgeving verworven werden, moeten worden geëerbiedigd.

XXXIV. — Bij artikel 24 wordt voorzien dat de surseances van betaling en de akkoorden tot voorkoming van faillissement zich, wat hunne gevolgen betreft, uitstrekken tot het gebied van den anderen Staat.

De slotbepalingen, die titel IV uitmaken, behoeven geen nadere toelichting.

Indien, in de toekomst, het faillissement van niet-kooplieden in België ingevoerd werd, zou er geen reden zijn om titel III niet op de niet-kooplieden van beide landen toe te passen.

Daarom stellen de gevolmachtigden voor, bij de onderteekening van het Verdrag, een additioneel protocol te voegen dat de volgende bepaling bevat : « In geval

België het faillissement van niet-kooplieden instelt, zal titel III van dit Verdrag toepasselijk zijn op het faillissement van niet-kooplieden der beide landen.»

Brussel, den 27^e Mei 1924.

De Belgische Gevolmachtigden,

De Nederlandsche Gevolmachtigden,

(W. g.) GODDIJN,

(W. g.) LODER,

Paul LECLERCQ,

SEYLING,

KINON,

KOSTERS.

Maurits COSTERMANS.



**CHAMBRE
des Représentants****KAMER
der Volksvertegenwoordigers****PROJET DE LOI**

approuvant la Convention conclue entre la Belgique et les Pays-Bas sur la compétence judiciaire territoriale, sur la faillite, sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het tusschen België en Nederland gesloten Verdrag, betreffende de territoriale rechterlijke bevoegdheid, betreffende het faillissement en betreffende het gezag en de ten uitvoerlegging van rechterlijke beslissingen, van scheidsrechterlijke uitspraken en van authentieke akten.

Albert,**ROI DES BELGES,***A tous, présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères et de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères et Notre Ministre de la Justice sont chargés de présenter en Notre Nom aux Chambres Législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention conclue à Bruxelles le 28 mars 1925, ainsi que le Protocole additionnel signé le même jour entre la Belgique et les Pays-Bas sur la compétence judiciaire territoriale, sur la faillite, sur l'autorité et l'exé-

Albert,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken en van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken en Onze Minister van Justitie zijn gelast in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Treden in werking, het Verdrag te Brussel op 28 Maart 1925 gesloten, alsmede het additioneel Protocol denzelfden dag onderteeekend tusschen België en Nederland, betreffende de territoriale rechterlijke bevoegdheid,

cution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques sortiront leur plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 21 juillet 1925.

betreffende het faillissement en betreffende het gezag en de ten uitvoerlegging van rechterlijke beslissingen, van scheidsrechterlijke uitspraken en van authentieke akten.

Gegeven te Brussel, den 21^e Juli 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie.

P. TSCHOFFEN.



**CHAMBRE
des Représentants.****KAMER
der Volksvertegenwoordigers**

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1925.

BUITENGEWONE ZITTIJD 1925.

PROJET DE LOI

approuvant la Convention conclue entre la Belgique et les Pays-Bas sur la compétence judiciaire territoriale, sur la faillite, sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het tusschen België en Nederland gesloten Verdrag, betreffende de territoriale rechterlijke bevoegdheid, betreffende het faillissement en betreffende het gezag en de ten uitvoerlegging van rechterlijke beslissingen, van scheidsrechterlijke uitspraken en van authentieke akten.

ANNEXE

à l'Exposé des Motifs.

BIJLAGE

van de Memorie van Toelichting.

SA MAJESTÉ LE ROI DES
BELGES et

SA MAJESTÉ LA REINE DES
PAYS-BAS,

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes concernant la compétence judiciaire territoriale, la faillite, ainsi que l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES
BELGES :

M. A. GODDYN, Président de Chambre à la Cour de Cassation ;
M. Paul LECLERCQ, Premier Avo-

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING
DER BELGEN en

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN
DER NEDERLANDEN,

Het nut erkennende om in gemeen overleg enige eenvormige regelen vast te stellen betreffende de territoriale rechterlijke bevoegdheid, betreffende het faillissement en betreffende het gezag en de tenuitvoerlegging van rechterlijke beslissingen, van scheidsrechterlijke uitspraken en van authentieke akten, hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten, en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING
DER BELGEN :

den Heer A. GODDYN, Kamervoorzitter in het Hof van Cassatie.
den Heer Paul LECLERCQ, Eerste

cat-Général à la Cour de Cassation ;

M. V. KINON, Directeur-Général au Ministère de la Justice, et

M. M. COSTERMANS, Directeur-Général au Ministère des Affaires Etrangères,

SA MAJESTÉ LA REINE DES
PAYS-BAS :

M. B. C. J. LODER, Juge à la Cour Permanente de Justice Internationale ;

M. J. Ph. SÜYLING, Professeur à l'Université d'Utrecht, et

M. J. KOSTERS, Conseiller à la Haute-Cour de Justice des Pays-Bas,

lesquels, après s'être communiqué mutuellement leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE I.

De la compétence territoriale.

ARTICLE 1.

1. En matière civile et en matière commerciale, les Belges dans les Pays-Bas et les Néerlandais en Belgique sont régis par les mêmes règles de compétence que les nationaux.

2. L'article 127 du code de procédure civile néerlandais n'est pas applicable aux défendeurs belges et l'article 53 de la loi belge du 25 mars 1876 n'est pas applicable aux défendeurs néerlandais.

ARTICLE 2.

Sous réserve pour chaque Etat d'apprécier la capacité d'agir devant ses tribunaux, les personnes civiles constituées conformément à la législation de l'un des deux Etats et y ayant leur siège ainsi que les corporations, associations ou com-

Advokaat-Generaal in het Hof van Cassatie ;

den Heer V. KINON, Directeur-Generaal aan het Departement van Justitie, en

den Heer M. COSTERMANS, Directeur-Generaal aan het Departement van Buitenlandsche Zaken,

HARE MAJESTEIT DE KONIN-
GIN DER NEDERLANDEN :

M. B. C. J. LODER, Rechter in het Permanente Hof van Internationale Justitie ;

M. J. Ph. SÜYLING, Hoogleraar aan de Universiteit te Utrecht, en

M. J. KOSTERS, Raadsheer in den Hoogen-Raad der Nederlanden,

die, na wederzijdsche mededeeling van hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen :

TITEL I.

Van de territoriale bevoegdheid.

ARTIKEL 1.

1. In burgerlijke zaken en in handelszaken zijn de Belgen in Nederland en de Nederlanders in België onderworpen aan dezelfde competentieregels als de eigen onderdanen.

2. Artikel 127 van het Nederlandsche wetboek van burgerlijke rechtsvordering is niet toepasselijk op Belgische gedaagden en artikel 53 van de Belgische wet van 25 Maart 1876 is niet toepasselijk op Nederlandsche gedaagden.

ARTIKEL 2.

Onder voorbehoud voor elken Staat van het recht om hunne bevoegdheid te beoordeelen om voor zijne gerechten op te treden, zullen rechtspersonen, welke opgericht zijn overeenkomstig de wetgeving van een van beide Staten en er hunnen

munaütés qui, suivant la législation de l'une ou l'autre des parties contractantes, ont le droit d'estimer en justice seront considérées pour l'application des règles de compétence territoriale comme ressortissants dudit Etat et y ayant leur domicile.

ARTICLE 3.

1. Sauf les exceptions et modifications établies ou à établir par l'une des deux législations nationales, ainsi que par les Conventions internationales, le défendeur sera assigné devant le juge de son domicile dans les Pays-Bas ou en Belgique ou, à défaut d'un tel domicile, devant le juge de sa résidence dans les Pays-Bas ou en Belgique.

2. Dans les Pays-Bas le défendeur peut être assigné devant le juge du demandeur si, en vertu des lois des deux pays, de la présente Convention, ou des Conventions internationales conclues par les Pays-Bas, il n'existe aucun autre tribunal compétent. En Belgique le défendeur peut être assigné devant le juge du demandeur si en vertu des lois des deux pays, de la présente Convention ou des Conventions internationales conclues par la Belgique, il n'existe aucun autre tribunal compétent.

ARTICLE 4.

En matière mobilière (personnelle), civile ou commerciale, le demandeur peut saisir de la contestation le juge du lieu où l'obligation est née, a été ou doit être exécutée.

ARTICLE 5.

1. Lorsqu'un domicile attributif de

zetel hebben, alsmede lichamen verenigingen of gemeenschappen, die volgens de wetgeving van de eene of van de andere der contracteerende partijen bevoegd zijn in recht te treden, beschouwd worden, wat betreft de toepassing van de voorschriften nopens de territoriale bevoegdheid, als onderdanen van genoemden Staat en als hebbende aldaar hunne woonplaats.

ARTIKEL 3.

1. Behoudens de uitzonderingen en wijzigingen vastgesteld of alsnog vast te stellen in een van beide nationale wetgevingen of in de internationale verdragen, zal de verweerder worden gedagvaard voor den rechter van zijne woonplaats in Nederland of in België of, bij ontbreken van eene zoodanige woonplaats, voor den rechter van zijne verblijfplaats in Nederland of in België.

2. In Nederland kan de verweerder worden gedagvaard voor den rechter van den eischer, indien er krachtens de wetten der beide landen, van het onderhavige verdrag of van internationale verdragen, door Nederland gesloten, geen enkele andere bevoegde rechter bestaat. In België kan de verweerder worden gedagvaard voor den rechter van den eischer, indien er krachtens de wetten der beide landen, van het onderhavige verdrag of van internationale verdragen, door België gesloten, geen enkele andere bevoegde rechter bestaat.

ARTIKEL 4.

In persoonlijke, hetzij burgerlijke, hetzij handelszaken, kan de eischer het geschil brengen voor den rechter van de plaats, waar de verbintenis is ontstaan, is uitgevoerd of moet worden uitgevoerd.

ARTIKEL 5.

1. Wanneer, ter bevestiging van

juridiction a été élu dans l'un des deux pays pour l'exécution d'un acte, les juges du lieu du domicile élu sont seuls compétents pour connaître des contestations relatives à cet acte, sauf les exceptions et modifications établies ou à établir par l'une des deux législations nationales ainsi que par les Conventions internationales.

2. Si le domicile n'a été élu qu'en faveur de l'une des parties contractantes, celle-ci conserve le droit de saisir tout autre juge compétent.

3. Tout industriel ou commerçant, toute société civile ou commerciale de l'un des deux pays, qui établit dans l'autre une succursale, une agence ou un établissement similaire, sera considéré comme ayant élu domicile, pour le jugement de toutes les contestations concernant la succursale, l'agence ou l'établissement, au lieu où ceux-ci ont leur siège.

ARTICLE 6.

1. Les tribunaux de l'un des Etats contractants renvoient, si l'une des parties le demande, devant les tribunaux de l'autre pays les contestations dont ils sont saisis, quand ces contestations y sont déjà pendantes ou quand elles sont connexes à d'autres contestations soumises à ces tribunaux. Ne peuvent être considérées comme connexes que les contestations qui procèdent de la même cause ou portent sur le même objet.

2. Le juge devant lequel la demande originaire est pendante connaît des demandes en garantie, des demandes en intervention et des demandes incidentes, ainsi que des demandes reconventionnelles. À moins

de betrekkelijke bevoegdheid eens rechters, voor eene bepaalde zaak woonplaats is gekozen in een der beide landen, zijn alleen de rechters van de plaats, waar woonplaats gekozen is, bevoegd om kennis te nemen van de geschillen met betrekking tot die zaak, behoudens de uitzonderingen en wijzigingen, vastgesteld of alsnog vast te stellen in een der beide nationale wetgevingen of bij de internationale verdragen.

2. Wanneer de woonplaats slechts gekozen is ten behoeve van een van de contracteerende partijen, behoudt deze het recht om zich te wenden tot elken anderen bevoegden rechter.

3. Elke fabrikant of handelaar, elke burgerlijke of handelsvennootschap van een der beide landen, die in het andere land een bijkantoor, agentschap of eene gelijksoortige instelling opricht, zal beschouwd worden als hebbende voor de berechting van alle geschillen, betreffende dat bijkantoor, agentschap of instelling, woonplaats gekozen ter plaatse, waar deze hunnen zetel hebben.

ARTIKEL 6.

1. De gerechten van een der contracteerende Staten verwijzen, wanneer een der partijen het vraagt, de geschillen waarmede men zich tot hen gewend heeft, naar de gerechten van het andere land, wanneer deze geschillen daar reeds aanhangig zijn, of wanneer zij verknocht zijn aan andere geschillen, welke aan het oordeel dier gerechten zijn onderworpen. Als verknocht kunnen slechts worden beschouwd de geschillen, die voortspruiten uit dezelfde oorzaak of betrekking hebben op hetzelfde voorwerp.

2. De rechter, voor wien de oorspronkelijke eisch aanhangig is, neemt kennis van eischen in vrijwaring, van eischen tot voeging en tusschenkomst, van incidenteele vorderingen, en van eischen in recon-

qu'il ne soit incompétent à raison de la matière.

ARTICLE 7.

Si en cas de saisie-arrêt la partie saisie n'a ni domicile, ni résidence dans aucun des deux pays, le tribunal du lieu de la saisie-arrêt est compétent pour connaître de l'existence de la créance, à moins qu'il ne soit incompétent à raison de la matière et sauf le cas de litispendance. Il l'est également pour statuer sur la demande en validité ou en mainlevée.

ARTICLE 8.

Les mesures provisoires ou conservatoires organisées par les législations néerlandaise ou belge peuvent, en cas d'urgence, être requises des autorités de chacun des deux pays, quel que soit le juge compétent pour connaître du fond.

ARTICLE 9.

1. Les articles 1 à 8 s'appliquent à tous les cas où un ressortissant de l'un des Etats contractants agit ou est cité devant une juridiction de l'autre Etat, sous réserve, lorsque le défendeur n'est ni Belge, ni Néerlandais, des exceptions résultant des Conventions internationales.

2. Dans le cas où il y a plusieurs demandeurs ou défendeurs, ces articles s'appliquent même s'il n'y a qu'un seul demandeur ou défendeur qui est ressortissant de l'autre Etat.

3. Les demandes en intervention et les demandes incidentes n'exercent, en ce qui concerne la compétence,

ventie, tenzij hij met betrekking tot het onderwerp van het geschil onbevoegd is.

ARTIKEL 7.

Indien, in geval van beslag onder derden de partij, te wier laste het beslag wordt gelegd, noch woonplaats, noch verblijfplaats heeft in een der beide landen, is het gerecht van de plaats van het beslag bevoegd om kennis te nemen van het bestaan der vordering, tenzij het onbevoegd is wegens derzelver onderwerp en behoudens het geval van litispendentie. Het gerecht is eveneens bevoegd om te beslissen op den eisch tot van waarde verklaring of tot opheffing van het beslag.

ARTIKEL 8.

De voorloopige of conservatoire maatregelen, voorzien in de Nederlandsche of Belgische wetgeving, kunnen in dringende gevallen aangevraagd worden bij de autoriteiten van elk der twee landen, onverschillig welke rechter bevoegd is om van de zaak zelve kennis te nemen.

ARTIKEL 9.

1. De artikelen 1 tot 8 zijn van toepassing op alle gevallen, waarin een onderdaan van een der contracterende Staten dagvaardt of wordt gedagvaard voor eenen rechter van den anderen Staat, behoudens de uitzonderingen voortvloeiende uit de internationale verdragen, wanneer de gedaagde noch Belg, noch Nederlander is.

2. In geval er meer eischers of gedaagden zijn, zijn deze artikelen van toepassing, zelfs indien er slechts een enkele eischer of gedaagde is, die onderdaan is van den anderen Staat.

3. De eischen tot voeging en tuschenkomst, en de incidenteele vorderingen oefenen, wat de bevoegd-

aucune influence sur le jugement de la demande principale.

ARTICLE 10.

Pour tous les cas où les articles précédents n'établissent ni règles de compétence commune, ni dérogation aux lois nationales, la compétence est réglée dans chaque Etat par la législation qui lui est propre.

TITRE II.

De l'autorité et de l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques.

ARTICLE 11.

1. L'autorité des décisions judiciaires rendues en matière civile ou commerciale dans l'un des deux Etats sera reconnue dans l'autre, à la demande de toute partie intéressée, si elles réunissent les conditions suivantes :

1° Que la décision ne contienne rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où elle est invoquée ;

2° Qu'elle soit susceptible d'exécution dans le pays où elle a été rendue, bien que des voies de recours y soient encore ouvertes contre elle ;

3° Que d'après les lois du pays où la décision a été rendue, l'expédition qui en est produite réunisse les conditions nécessaires à son authenticité ;

4° Que les parties aient été légalement représentées ou déclarées défaillantes, après avoir été légalement citées ;

5° Que les règles de compétence territoriales établies par la Convention n'aient pas été méconnues.

2. Les règles relatives à la com-

heid betreft, geen invloed uit op de uitspraak in de hoofdzaak.

ARTIKEL 10.

In alle gevallen, waarvoor de voorgaande artikelen noch regels van gemeenschappelijke bevoegdheid, noch eene afwijking van de nationale wetten inhouden, wordt de bevoegdheid in elken Staat geregeld door zijne eigen wetgeving.

TITEL II.

Van het gezag en de tenuitvoerlegging van rechterlijke beslissingen, van scheidsrechterlijke uitspraken en van authentieke akten.

ARTIKEL 11.

1. Het gezag van rechterlijke beslissingen, gewezen in burgerlijke of in handelszaken in een der beide Staten, zal op het verzoek van elke belanghebbende partij erkend worden in den anderen Staat, indien zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° Dat de beslissing niets inhoudt, dat strijdig is met de openbare orde of met de beginselen van het publiek recht van het land, waar zij wordt ingeroepen ;

2° Dat zij vatbaar is voor tenuitvoerlegging in het land, waar zij is gewezen, zij het ook, dat er nog rechtsmiddelen tegen haar openstaan ;

3° Dat het afschrift, hetwelk er van wordt overgelegd, naar de wetten van het land, waar de beslissing is gegeven, voldoet aan de voorwaarden, noodig voor hare echtheid ;

4° Dat de partijen wettig vertegenwoordigd zijn geweest of is beslist, dat zij niet verschenen zijn na wettig te zijn opgeroepen ;

5° Dat de regels van territoriale bevoegdheid, vastgesteld in het verdrag, niet zijn geschonden.

2. De regelen met betrekking tot

pétence, à la preuve et à la procédure ne concernent ni l'ordre public ni les principes du droit public visés au 1° de l'alinéa précédent.

3. Le juge doit d'office examiner si la décision remplit à l'égard de toutes les parties, après qu'elles auront été légalement citées, les conditions énumérées à l'alinéa 1° et le constater dans son jugement. Celui-ci a effet à cet égard envers toutes les parties et dans toute l'étendue du territoire.

ARTICLE 12.

1. Les décisions judiciaires rendues dans l'un des deux Etats peuvent être mises à exécution dans l'autre Etat, tant sur les meubles que sur les immeubles, après y avoir été déclarées exécutoires.

2. L'exequatur est accordé par le tribunal civil de l'arrondissement où l'exécution doit être poursuivie. Le jugement d'exequatur a effet envers toutes les parties et dans toute l'étendue du territoire.

3. L'examen du tribunal ne portera que sur les points énumérés dans l'article 11 et conformément à son alinéa 3.

ARTICLE 13.

En accordant l'exequatur, le juge ordonne, s'il y a lieu, les mesures nécessaires pour que la décision étrangère reçoive la même publicité que si elle avait été prononcée dans le ressort où elle est rendue exécutoire.

ARTICLE 14.

1. Toute partie intéressée peut demander l'exequatur.

2. La procédure de la demande en exequatur est régie par la loi de

de bevoegdheid, het bewijs en de procedure betreffen noch de openbare orde, noch de beginselen van het publieke recht, bedoeld onder 1° van de voorgaande alinea.

3. De rechter moet ambtshalve onderzoeken, of de beslissing, ten aanzien van alle partijen, nadat deze wettig zullen zijn opgeroepen, voldoet aan de voorwaarden, opgesomd in de 1° alinea en dit in zijn uitspraak vermelden. Deze laatste geldt in dit opzicht jegens alle partijen en in het geheele land.

ARTIKEL 12.

1° De rechterlijke beslissingen, in een van beide Staten gewezen, kunnen ten uitvoer gelegd worden in den anderen Staat, zoowel op de roerende als op de onroerende goederen, na aldaar uitvoerbaar verklaard te zijn.

2. Het exequatur wordt verleend door de rechtbank voor burgerlijke zaken van het arrondissement, waar de beslissing ten uitvoer moet gelegd worden. Het vonnis van ten uitvoerlegging geldt jegens alle partijen en in het geheele land.

3. Het onderzoek van de rechtbank zal slechts loopen over de punten, opgesomd in artikel 11 en overeenkomstig het derde lid daarvan.

ARTIKEL 13.

Bij het verleenen van het exequatur beveelt de rechter, indien daartoe aanleiding bestaat, het nemen van de maatregelen, noodig opdat de vreemde beslissing dezelfde bekendheid verkrijge, als ware zij uitgesproken in het ressort, waar zij uitvoerbaar is verklaard.

ARTIKEL 14.

1. Elke belanghebbende partij kan het exequatur vragen.

2. De procedure, betreffende den eisch tot uitvoerbaarverklaring,

l'Etat dans lequel l'exécution est requise.

3. Le jugement qui statue sur la demande en exequatur n'est pas susceptible d'opposition. Il peut toujours être attaqué par la voie de l'appel dans les quatorze jours après le jour du prononcé, si le jugement est contradictoire, et dans les quatorze jours après le jour de la signification s'il est par défaut.

4. Le juge peut exiger que la décision soit traduite dans la langue employée au lieu où il siège; cette traduction sera certifiée conforme par un traducteur juré de son pays.

5. Une copie authentique dûment légalisée doit toujours être produite.

6. Le juge peut ordonner que l'exequatur sorte ses pleins et entiers effets, nonobstant recours, avec ou sans caution.

ARTICLE 15.

1. Les sentences arbitrales rendues dans l'un des deux Etats seront reconnues dans l'autre et peuvent y être rendues exécutoires, si elles satisfont aux conditions exigées par les numéros 1, 2, 3 et 4 de l'article 11.

2. L'exequatur est accordé par le président du tribunal civil de l'arrondissement dans lequel l'exécution est poursuivie.

ARTICLE 16.

1. Les actes authentiques exécutoires dans l'un des deux pays peuvent être déclarés exécutoires dans l'autre par le président du tribunal civil de l'arrondissement où l'exécution est demandée.

2. Ce magistrat vérifie si les actes

wordt beheerscht door de wet van den Staat, waar de tenuitvoerlegging wordt aangevraagd.

3. De uitspraak over den eisch tot uitvoerbaarverklaring is niet vatbaar voor verzet. Zij kan steeds worden aangevochten door het middel van hooger beroep binnen veertien dagen na den dag waarop zij is gegeven in geval van tegenspraak, en binnen veertien dagen na den dag der beteekening in geval van verstek.

4. De rechter kan eischen, dat de beslissing worde vertaald in de taal gewoone ter plaatse, waar hij zetelt; deze vertaling zal voor eensluidend verklaard moeten worden door een beëdigd vertaler van zijn land.

5. Een behoorlijk gelegaliseerd authentiek afschrift moet altijd worden overgelegd.

6. De rechter kan bevelen dat het exequatur volledig gevolg heeft, niettegenstaande beroep, met of zonder zekerheidsstelling.

ARTIKEL 15.

1. De scheidsrechterlijke uitspraken, gewezen in een van beide Staten, zullen in den anderen Staat worden erkend en kunnen afdaar uitvoerbaar verklaard worden, indien zij voldoen aan de voorwaarden, gesteld onder de nummers 1, 2, 3 et 4 van artikel 11.

2. Het exequatur wordt verleend door den voorzitter van de rechtbank voor burgerlijke zaken van het arrondissement, waarbinnen de tenuitvoerlegging wordt verlangd.

ARTIKEL 16.

1. Authentieke akten, uitvoerbaar in een der beide landen, kunnen in het andere uitvoerbaar verklaard worden door den voorzitter van de rechtbank voor burgerlijke zaken van het arrondissement, waar de tenuitvoerlegging wordt verlangd.

2. Deze magistraat gaat na, of de

réunissent les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le pays où ils ont été reçus et si les dispositions dont l'exécution est poursuivie n'ont rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où l'exequatur est requis.

ARTICLE 17.

1. Les hypothèques terrestres conventionnelles, consenties dans l'un des deux Etats, ne seront inscrites et ne produiront effet dans l'autre que lorsque les actes qui en contiennent la stipulation auront été rendus exécutoires par le président du tribunal civil de l'arrondissement où les biens sont situés.

2. Ce magistrat vérifie si les actes et les procurations qui en sont le complément, réunissent toutes les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le pays où ils ont été reçus.

3. Les dispositions qui précèdent sont également applicables aux actes de consentement à radiation ou à réduction passés dans un des deux pays.

ARTICLE 18.

1. Dans les cas prévus par les articles 15, 16 et 17, la décision du président a effet dans toute l'étendue du territoire.

2. La décision n'est pas susceptible d'opposition. Elle peut être attaquée par la voie de l'appel dans les quatorze jours après le jour du prononcé, si elle est contradictoire et, dans les quatorze jours après le jour de sa signification si elle est par défaut.

3. Les formes de la requête, ainsi que la procédure d'appel, sont ré-

akten voldoen aan de voorwaarden, welke noodig zijn voor hunne echtheid in het land, waar zij zijn verleden, en of de beschikkingen, waarvan de tenuitvoerlegging wordt verlangd, niets bevatten, dat strijdig is met de openbare orde of met de beginselen van het publiek recht van het land, waar het exequatur geëischt wordt.

ARTIKEL 17.

1. De hypotheek op onroerend goed, in een der beide Staten bij overeenkomst verleend, zullen niet worden ingeschreven en zullen niet van kracht zijn in den anderen Staat dan wanneer de akten die de vestiging er van inhouden, uitvoerbaar zullen verklaard zijn door den voorzitter van de rechtbank voor burgerlijke zaken van het arrondissement waarbinnen de goederen gelegen zijn.

2. Deze magistraat gaat na, of de akten en de volmachten, die er bij behooren, voldoen aan de voorwaarden, welke noodig zijn voor hunne echtheid in het land, waar zij zijn verleden.

3. De voorgaande bepalingen zijn eveneens van toepassing op de akten van toestemming tot doorhaling of vermindering, in een der beide landen verleden.

ARTIKEL 18.

1. In de gevallen, voorzien in de artikelen 15, 16 en 17, is de beslissing van den voorzitter geldig in het geheele land.

2. De beslissing is niet vatbaar voor verzet. Zij kan worden aangevochten door het middel van hooger beroep binnen veertien dagen na den dag waarop zij is gegeven in geval van tegenspraak, en binnen veertien dagen na den dag harer beteekening, in geval van verstek.

3. De vormen van het verzoek, evenals de procedure van hooger be-

gies par les lois de l'Etat dans lequel l'exécution est requise.

ARTICLE 19.

Les dispositions du présent titre s'appliquent quelle que soit la nationalité des parties, sauf les exceptions résultant des Conventions internationales.

TITRE III.

De la faillite.

ARTICLE 20.

1. Le tribunal du lieu du domicile d'un commerçant est seul compétent pour déclarer la faillite de ce commerçant. Pour les sociétés commerciales, ayant leur siège social dans l'un des deux pays, le tribunal compétent est celui de ce siège social.

2. Sauf les exceptions résultant des Conventions internationales, les commerçants dont le domicile n'est ni en Belgique ni aux Pays-Bas, peuvent être néanmoins déclarés en faillite dans l'un des deux pays, s'ils y possèdent un établissement commercial. Dans ce cas le tribunal compétent est celui du lieu de l'établissement.

3. Lorsque des tribunaux des deux Etats contractants sont saisis de la demande en faillite, la cause est jugée par le tribunal, le premier saisi s'il se déclare compétent.

ARTICLE 21.

1. Les effets de la faillite déclarée dans l'un des deux pays par le tribunal compétent en vertu de l'article 20, s'étendent au territoire de l'autre pays.

2. Le syndic ou le curateur peut en conséquence prendre toutes me-

roep, worden beheerscht door de wetten van den Staat binnen welken de tenuitvoerlegging wordt verlangd.

ARTIKEL 19.

De bepalingen van dezen titel zijn van toepassing, welke ook de nationaliteit van partijen zij, behoudens de uitzonderingen voortspruitend uit de internationale verdragen

TITEL III.

Van het faillissement.

ARTIKEL 20.

1. Het gerecht van de woonplaats van een koopman is bij uitsluiting bevoegd om dezen koopman failliet te verklaren. Voor vennootschappen van koophandel, welke haren zetel hebben in een van beide landen, is de bevoegde rechter die van dien zetel.

2. Behoudens de uitzonderingen, voortspruitend uit de internationale verdragen, kunnen kooplieden, wier woonplaats noch in België, noch in Nederland is gelegen, niettemin in een van beide landen failliet verklaard worden, indien zij aldaar een handelskantoor houden. In dit geval is het gerecht, binnen welks gebied het kantoor gevestigd is, bevoegd.

3. Wanneer de aanvraag tot faillietverklaring bij gerechten van beide verdragsluitende Staten wordt ingediend, wordt de zaak berecht door het gerecht, bij hetwelk zij het eerst is aangebracht, indien dit zich bevoegd verklaart.

ARTIKEL 21.

1. De gevolgen van het faillissement, in een van beide landen uitgesproken door het gerecht, dat krachtens artikel 20 bevoegd is, strekken zich uit over het gebied van het andere land.

2. De Syndicus of curator kan bij gevolg alle conservatoire of admini-

sures conservatoires ou d'administration, exercer toutes actions comme représentant du failli ou de la masse, et vendre les biens meubles du failli. Il ne peut, toutefois, procéder à des ventes d'immeubles ou à des actes d'exécution forcée qu'autant que le jugement déclaratif de la faillite ait été revêtu de l'exequatur, conformément aux règles édictées par le titre II.

3. L'autorité du jugement homologuant le concordat rendu dans l'un des deux Etats sera reconnue dans l'autre et y sera exécutoire d'après les dispositions du titre II.

ARTICLE 22.

1. La publicité à donner à la faillite est réglée par la loi de l'Etat où elle est déclarée.

2. Si le failli a un établissement dans l'un des Etats contractants les formalités de publicité prescrites en cet Etat y sont également observées.

ARTICLE 23.

1. Les privilèges sur les biens meubles du failli sont réglés par la loi de l'Etat où la faillite est déclarée.

2. Les immeubles du failli, qui dans l'un des pays contractants, ont été grevés d'un privilège ou d'une hypothèque restent, malgré la faillite, soumis à la loi du pays où ils se trouvent.

3. L'hypothèque maritime ou fluviale et les privilèges régulièrement établis sont réglés suivant la législation de celui des deux Etats auquel le navire est ressortissant.

stratieve maatregelen nemen, alle rechtsvorderingen instellen als vertegenwoordiger van den failliet of van den boedel en de roerende goederen van den failliet verkoopen. Hij kan echter niet tot den verkoop van onroerende goederen of tot daden van gedwongen executie overgaan dan voor zoover het vonnis van faillietverklaring is voorzien van het exequatur overeenkomstig de regelen, vastgesteld bij titel II.

3. Het gezag van de beslissing in een van beide Staten gegeven, waarbij het akkoord wordt gehomologeerd, zal erkend worden in den anderen Staat en zal aldaar uitvoerbaar zijn volgens de bepalingen van titel II.

ARTIKEL 22.

1. De aan het faillissement te geven openbaarheid wordt geregeld door de wet van den Staat, waar het is uitgesproken.

2. Indien de failliet een kantoor heeft in een van de verdragsluitende Staten, moeten de formaliteiten nopens openbaarheid in dezen Staat voorgeschreven, aldaar eveneens in acht genomen worden.

ARTIKEL 23.

1. De voorrechten op de roerende goederen van den failliet worden geregeld door de wet van den Staat, waar het faillissement is uitgesproken.

2. De onroerende goederen van den failliet, die in een der verdragsluitende landen bezwaard zijn met een voorrecht of een hypotheek, blijven, ondanks het faillissement, onderworpen aan de wet van het land, waar zij zich bevinden.

3. De hypotheek op zee- en binnenschepen en de regelmatig gevestigde privileges worden geregeld naar de wetgeving van diengene der beide Staten, waartoe het schip behoort.

ARTICLE 24.

Les effets des sursis ou concordats préventifs organisés par les tribunaux du domicile ou de l'établissement commercial du débiteur dans l'un des deux Etats s'étendent, dans la mesure et sous les conditions ci-dessus spécifiées, au territoire de l'autre Etat.

ARTICLE 25.

Chaque Etat a le pouvoir de régler spécialement la compétence à l'égard du commerçant qui n'a ni domicile ni établissement commercial dans aucun des deux Etats.

Dans ce cas les articles 21 et suivants ne seront pas applicables.

TITEL IV.

Dispositions finales.

ARTICLE 26.

Les deux Etats contractants se communiqueront immédiatement toutes les modifications apportées aux lois et règles sur la compétence territoriales.

ARTICLE 27.

1. La présente Convention ne s'applique qu'au territoire européen de chacun des deux Etats et qu'aux décisions judiciaires rendues après son entrée en vigueur.

2. Le traité relatif à la procédure civile, conclu le 17 juillet 1905 à La Haye, reste également en vigueur pour les deux Etats.

ARTICLE 28.

1. La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur simultanément dans les deux Etats au

ARTIKEL 24.

De gevolgen van surséance van betaling, of van akkoorden ter voorkoming van faillissement, bewerkstelligd door de gerechten van de woonplaats of van het handelskantoor van den schuldenaar in een der beide Staten, strekken zich, in de mate en onder de voorwaarden hierboven aangeduid, uit tot het gebied van den anderen Staat.

ARTIKEL 25.

Elke Staat is bevoegd, om afzonderlijk de bevoegdheid te regelen ten aanzien van den koopman, die noch eene woonplaats noch een handelskantoor heeft in een der beide Staten.

In dat geval zullen de artikelen 21 en volgende niet toepasselijk zijn.

TITEL IV.

Slotbepalingen.

ARTIKEL 26.

De beide verdragsluitende Staten zullen alle wijzigingen, welke in de wetten en de regels nopens de territoriale bevoegdheid zullen worden gebracht, onverwijld aan elkander mededeelen.

ARTIKEL 27.

1. Dit verdrag is slechts toepasselijk op het Europeesche gebied van de beide Staten en op rechterlijke beslissingen, gewezen na zijne inwerkingtreding.

2. Het verdrag, betreffende de burgerlijke rechtsvordering, gesloten te 's Gravenhage op 17 Juli 1905, blijft eveneens tusschen de beide Staten van kracht.

ARTIKEL 28.

1. Dit verdrag zal worden bekrachtigd en zal gelijktijdig in de beide Staten in werking treden op

jour fixé par les Etats contractants.

2. L'échange des ratifications aura lieu le plus tôt possible à La Haye.

3. La Convention restera en vigueur pendant cinq ans, à partir du jour indiqué dans le premier alinéa.

4. Elle sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation; la dénonciation pourra avoir lieu à tout moment et produira son effet six mois après qu'elle aura été notifiée.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention en langue française et néerlandaise et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Bruxelles, le vingt-huit mars 1900 vingt-cinq.

GODDYN,
Paul LECLERCQ,
KINON,
Maurice COSTERMANS.

Protocole additionnel.

Au cas où la Belgique institue la faillite du non-commerçant, le titre III du présent traité s'appliquera à la faillite des non-commerçants des deux pays.

Fait en double à Bruxelles, le vingt-huit mars 1900 vingt-cinq.

GODDYN,
Paul LECLERCQ,
KINON,
Maurice COSTERMANS.

den dag, vastgesteld door de verdragsluitende Staten.

2. De uitwisseling der akten van bekrachtiging zal zoo spoedig mogelijk te 's Gravenhage plaats hebben.

3. Het verdrag zal van kracht blijven gedurende vijf jaren vanaf den dag, aangegeven in de eerste alinea.

4. Het zal stilzwijgend telkens voor vijf jaren vernieuwd worden behoudens opzegging; de opzegging zal op elk oogenblik kunnen plaats hebben, en zal in werking treden zes maanden nadat zij zal zijn geschied.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden dit verdrag in de Fransche en Nederlandsche talen hebben onderteeekend en van hun zegel voorzien.

Gedaan in dubbel, te Brussel, den achtentwintigsten Maart 1900 vijf en twintig.

LODER,
SUYLING,
KOSTERS.

Additioneel Protocol.

In geval België het faillissement van niet-kooplieden instelt, zal titel III van dit verdrag toepasselijk zijn op het faillissement van niet-kooplieden der beide landen.

Gedaan in dubbel, te Brussel den achtentwintigsten Maart 1900 vijf en twintig.

LODER,
SUYLING,
KOSTERS.